



MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Ministère de la Justice DISP BORDEAUX
Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires
Département des Affaires Immobilières
188, rue de Pessac – CS 21509
33062 BORDEAUX CEDEX

<p>TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET D'EXTENSION DE LA CUISINE DU CENTRE DE DETENTION D'UZERCHE (19)</p>
--

Cahier des Clauses Administratives Particulières

S O M M A I R E

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
1.1 - Objet du marché - Emplacements.....	3
1.2 Dispositions générales :.....	3
1.3 - Décomposition en tranches et lots.....	4
1.4 - Maîtrise d'œuvre.....	4
1.5 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	5
1.6 - Contrôle technique.....	5
1.7 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé.....	5
1.8 Ordre de service.....	5
1.9 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	5
1.10 - Travaux intéressant la défense.....	6
Sans objet.....	6
ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 3 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	7
3.1 - Retenue de garantie.....	7
3.2 - Avance.....	7
ARTICLE 4 : CONTENU ET VARIATIONS DES PRIX.....	7
4.1 - Contenu des prix.....	7
4.2 - Variation dans les prix.....	8
4.3 - Choix des index de référence.....	8
ARTICLE 5 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	8
5.1 - Délais d'envois des projets de décomptes.....	8
5.2 - Modalités de règlement des acomptes.....	9
5.3 - Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	9
5.4 - Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	9
5.5 - Modalités de paiement direct.....	10
5.6 - Modalités de gestion des prestations non prévues.....	10
5.7 - Incidence de modifications à l'initiative du titulaire.....	10
ARTICLE 6 : DELAI D'EXECUTION – PENALITES.....	10
6.1- Délai d'exécution des travaux.....	10
6.2 - Calendrier détaillé d'exécution.....	10
6.3 - Remise des documents.....	11
6.4 - Autres pénalités.....	11
ARTICLE 7 : PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	11

<u>7.1 - Plan d'exécution – notes de calcul – études de détail – synthèse.....</u>	<u>12</u>
<u>ARTICLE 8 : CONTRÔLES ET RÉCEPTION.....</u>	<u>12</u>
<u>8.2 - Réception.....</u>	<u>12</u>
<u>8.3 - Délais de garantie.....</u>	<u>12</u>
<u>8.4 - Assurances.....</u>	<u>13</u>
<u>ARTICLE 9 – JURIDICTION COMPETENTE.....</u>	<u>13</u>
<u>ARTICLE 10 – Clauses de résiliation du marché.....</u>	<u>13</u>
<u>ARTICLE 11 - DÉROGATIONS.....</u>	<u>16</u>

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 - Objet du marché - Emplacements

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent **TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET D'EXTENSION DE LA CUISINE DU CENTRE DE DETENTION D'UZERCHE (19)**

1.2 Dispositions générales :

La description de l'ouvrage et sa spécification techniques sont indiquées dans les pièces Techniques Particulières et leurs annexes.

1.3 - Décomposition en tranches et lots

Les travaux sont prévus en lot séparés :

DÉSIGNATIONS
LOT 01 – Gros œuvre - VRD
LOT 02 – Étanchéité
LOT 03 – Bardage métallique-Serrurerie
LOT 04 – Carrelage-Sole résines-Peinture
LOT 05 - Menuiserie-Plâtrerie-Plafond
LOT 06 – Electricité courants forts, courants faibles
LOT 07 - Plomberie-Sanitaires-Chauffage-Ventilation
LOT 08 – Froid-Panneaux-Caniveau inox
LOT 09 – Matériels de cuisine-Laverie

1.4 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

C2J

7 Place de la Mairie

16230 SAINT-GROUX

Tél : 05.45.92.63.72

Les documents d'exécution et de synthèse sont à la charge des entreprises.

1.5 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

Mission assurée par la maîtrise d'œuvre

1.6 - Contrôle technique

ALPES CONTRÔLES
26 Bd Amiral Grivel
19100 Brive la Gaillarde

1.7 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

ALPES CONTRÔLES
26 Bd Amiral Grivel
19100 Brive la Gaillarde

1.8 Ordre de service

Les ordres de service relevant des prérogatives de la maîtrise d'œuvre sont écrits. Ils sont datés et signés par le maître d'œuvre. Ils sont numérotés et notifiés soit par courrier RAR, soit par remise en mains propres au mandataire, soit par message électronique envoyé à l'adresse indiquée dans l'acte d'engagement. Cette notification ne peut pas être refusée par le titulaire.

Les OS de démarrage, d'arrêt, de prolongation et de reprise des travaux sont à la charge du maître d'ouvrage.

Les OS ayant une incidence financière sur le montant du marché doivent être préalablement validés par le Maître d'Ouvrage.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au maître d'œuvre **et au maître d'ouvrage** dans un délai de **quinze jours** calendaires à compter de la date de notification.

Le titulaire s'engage à se conformer strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserves de leur part (3.8.3 du CCAG Travaux). Les éventuels litiges seront traités conformément à l'article 55 du CCAG Travaux.

Pour l'application de l'article 3.8.2 (2ème alinéa) du CCAG-Travaux, tout refus d'exécuter opposé par le titulaire du marché, fondé sur des motifs de risque en terme de sécurité ou de santé, ou plus généralement, de risques de contrevenir à des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, devra être assorti des références précises des textes législatifs ou réglementaires sur lesquels il s'appuie, faute de quoi un tel refus sera déclaré irrecevable et ne permettra en aucun cas au titulaire de se prévaloir d'une prolongation de délais.

1.9 - Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

« Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, la personne publique adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.621.137 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.621.28 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire ».

1.10 - Travaux intéressant la défense

Le présent dossier intéressant la défense, les candidats auront à en assurer la conservation avec toutes les précautions de confidentialité requises et à le retourner au plus tard à la date fixée pour la remise des offres.

Il est précisé qu'une autorisation individuelle d'accès, délivrable seulement après enquête de sécurité, est nécessaire pour tous les membres de l'entreprise, désirant accéder à l'intérieur de l'enceinte pénitentiaire dans le cadre des travaux à réaliser.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché, détaillées et complétées dans le bordereau de pièces du DCE, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

A) Pièces particulières :

- **L'acte d'engagement (A.E.)**
- **Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)**
- **Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) et les documents annexés**
- **Le P.G.C établi par le coordinateur SPS**
- **Le rapport initial de contrôle technique**
- **Planning prévisionnel**
- **Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance**
- **Le Cahier des Clauses Communes**
- **Le mémoire technique remis à l'appui de l'offre**
- **(*) *La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)***

Seront également contractuelles :

- Les garanties particulières proposées par le titulaire dans son offre.
- Les performances des matériels, fournitures et équipements proposés par le titulaire et jugés d'un niveau supérieur à celui demandé dans les clauses techniques.

(*) **Par dérogation à l'art 4.1 du CCAG travaux**, la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) ne sera utilisée comme référence contractuelle que pour la **détermination des prix unitaires** servant au règlement des situations mensuelles ou des travaux supplémentaires régulièrement commandés par le maître de l'ouvrage. **Elle ne pourra, donc servir à donner quelque indication contractuelle que ce soit sur les quantités ou sur la nature d'ouvrages et de fournitures à exécuter par le titulaire.**

Les documents visés ci-dessus prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

B) Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au **4.2** :

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, **approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.**

La signature de l'acte d'engagement vaut engagement contractuel sans réserve du titulaire sur l'ensemble des pièces énumérées dans le présent article.

Ces pièces contractuelles qui constituent le marché, sont **complémentaires et forment un tout** ; cependant, en cas de contradiction, les plans d'Architecte prévalent sur les plans techniques, les plans à grande échelle prévalent sur ceux à plus petite échelle, les documents administratifs prévalent sur les documents techniques. Tout ce qui figure sur les pièces graphiques mais ne serait pas décrit dans les pièces écrites, et inversement, aura la même valeur que si les indications étaient portées à la fois sur les pièces écrites et sur les pièces graphiques.

ARTICLE 3 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

3.1 - Retenue de garantie

Chaque acompte fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5 % (3% pour les PME).

La retenue de garantie ne peut être remplacée que **par une garantie à première demande**. Le maître d'ouvrage ne donnera pas son accord pour la constitution d'une caution personnelle et solidaire.

En cas d'avenant ou de décision de poursuivre, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés dans les conditions prévues aux articles R 2191-36 à R 2191-42 du décret visé.

3.2 - Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance sera effectué. Le délai de paiement de cette avance (30 jours) court à partir de la date de notification du marché.

Cette avance est égale à **30%** du montant initial TTC du marché, déduction faite des prestations sous-traitées (articles R 2191-3 à R 2191-12 du décret 2018-1075 relatif aux marchés publics).

Le montant de l'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

Le remboursement de l'avance sera effectué par précompte sur les états d'acompte. Il débutera à 40% des prestations exécutées et s'achèvera à 80%.

ARTICLE 4 : CONTENU ET VARIATIONS DES PRIX

4.1 - Contenu des prix

Le prix forfaitaire est réputé comprendre toutes les dépenses, que ces dépenses résultent des études d'exécution et de synthèse, de l'exécution des travaux, de la fourniture des équipements et des prestations de services, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Ce prix forfaitaire est réputé tenir compte de toutes les sujétions qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où se réalise le projet, que ces sujétions résultent :

- du type et du fonctionnement de l'établissement où se situent les travaux,
- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics,
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou la transformation de ces installations,
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages, ou de toute autre cause,

Ce prix forfaitaire est soumis aux dispositions de l'article 9 du CCAG Travaux.

Il intègre notamment la prise en compte par le titulaire :

- des avis du bureau de contrôle pour être conforme à la réglementation.
- des avis du maître d'ouvrage sur le respect des exigences demandées dans les pièces du marché et notamment en termes de qualité environnementale et de gestion des déchets
- des frais liés aux réunions hebdomadaires de chantier
- des frais liés aux études d'exécution et à la participation à leur synthèse

4.2 - Variation dans les prix

Tous les prix du marché sont révisables, y compris les pénalités.

Ils seront révisés dans les conditions fixées à l'article R2112-13 du CCP par un coefficient Cn égal à : $0,20 + 0,80 \ln-2/lo$

Dans laquelle :

- lo est la valeur de l'index prise au mois **Mo de la date de remise des offres**.
- ln-2 est la valeur de l'index prise au mois antérieur de 2 mois au mois n de réalisation des prestations. Pour l'état de solde, ce mois n sera celui de la date d'achèvement des travaux prévue contractuellement.

4.3 - Choix des index de référence :

DÉSIGNATIONS	INDEX
--------------	-------

LOT 01 : GO-VRD	BT 06
LOT 02 - Étanchéité	BT 37
LOT 03 : Bardage métallique serrurerie	BT 07
LOT 04 - Carrelage-Sole résines-Peinture	BT 46
LOT 05 - Menuiserie-Plâtrerie-Plafond	BT 08
LOT 06 - ELECTRICITE CFO-CFA	BT 47
LOT 07 - Plomberie-Sanitaires-Chauffage-Ventilation	BT 38
LOT 08 – Froid-Panneaux-Caniveau inox	BT 01
LOT 09 – Matériels de cuisine-Laverie	BT 01

ARTICLE 5 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

5.1 - Délais d'envois des projets de décomptes

Par dérogation au 12.1.1. du CCAG travaux, le titulaire fournira son projet de décompte relatif au mois N au plus tard dans les 10 premiers jours du mois N+1.

5.2 - Modalités de règlement des acomptes

Le mode de règlement proposé est le virement dans un délai maximum de 30 jours.

En cas de défaut de paiement dans le délai ci-dessus, les intérêts moratoires dus seront calculés selon la réglementation et les taux en vigueur lors du paiement des premiers intérêts moratoires du marché.

Les acomptes seront établis par le maître d'œuvre sur la base de projets de décomptes présentés par le titulaire, reprenant le détail de la DPGF du marché et précisant les prestations exécutées ainsi que les règlements directs à effectuer aux sous-traitants. Ces projets seront accompagnés des copies des factures des sous-traitants validées ou rectifiées par le titulaire.

Les projets de décompte seront adressés au maître d'œuvre conformément au 12.1.8 du CCAG Travaux.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique et selon la réglementation en vigueur.

Pour l'exécution de ce contrat, le comptable assignataire est Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques de Nouvelle Aquitaine et du Département de la Gironde, 24 Rue François de Sourdis 33060 BORDEAUX.

La personne habilitée à fournir les renseignements sur le nantissement des marchés est :

Mme. La Directrice Interrégionale des Services Pénitentiaires de Bordeaux (DISP).

5.3 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées aux titulaires sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

5.4 - Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'entreprise sous-traitante (quel que soit le montant sous-traité) devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître de l'ouvrage.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire du marché.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial (modèle DC4) et de l'exemplaire unique du marché si ce dernier n'est pas nanti ou cédé :

- une déclaration DC2 de présentation du sous-traitant
- les attestations fiscales et sociales détaillées du sous-traitant
- une attestation d'assurance de responsabilité civile garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations et des travaux,
- une attestation d'assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil.

L'acte de déclaration et de demande d'agrément (DC4) rappellera le principe d'auto liquidation de TVA.

5.5 - Modalités de paiement direct

- En cas de cotraitance : La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.

- En cas de sous-traitance :

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une demande de paiement indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et précise la T.V.A. appliquée ou autoliquidée (autoliquidation en cas de travaux sous-traités)

- Pour les sous-traitants d'un cotraitant, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une demande de paiement, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par l'entrepreneur groupé qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également la demande de paiement

5.6 - Modalités de gestion des prestations non prévues

La réalisation de prestations, travaux, équipements que le titulaire estime non prévus dans son marché, doit faire l'objet d'une demande détaillée et chiffrée adressée au maître d'œuvre avec copie au maître d'ouvrage le cas échéant. Les travaux complémentaires feront l'objet d'avenants ou de nouveaux marchés selon la réglementation en vigueur.

5.7 - Incidence de modifications à l'initiative du titulaire

S'il est constaté une modification de prestation réalisée à l'initiative du titulaire, et si cette modification est subie par le Maître d'Ouvrage sans possibilité de remise en conformité par rapport aux clauses du marché, la moins-value qui pourrait en découler sera évaluée par la maîtrise d'œuvre et notifiée au titulaire par avenant.

ARTICLE 6 : DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS

6.1- Délai d'exécution des travaux

Conformément au calendrier prévisionnel, **le délai d'exécution du marché est fixé dans l'article 3 de l'acte d'engagement.**

Le dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.) sera fourni dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG travaux.

6.2 - Calendrier détaillé d'exécution

Il sera élaboré durant la période de préparation par le maître d'œuvre en cohérence avec le calendrier prévisionnel du DCE et notifié aux titulaires.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution du marché.

Par dérogation à l'art 19.2.4 du CCAG et sur simple constat de retard par le maître d'œuvre, par rapport au calendrier détaillé d'exécution, il sera appliqué des pénalités provisoires de retard dont le montant journalier est de 300 € H.T par jour ouvré.

Chaque jour de retard constaté est considéré comme dû. Elle est appliquée sur le décompte périodique suivant la constatation. Cette pénalité ne pourra être restituée que si le délai global n'est pas impacté par ces retards intermédiaires.

Par dérogation à l'art 19.2.1 du CCAG, les pénalités définitives ne subissent aucune exonération

6.3 - Remise des documents

En phase exécution, les documents seront communiqués de manière dématérialisée.

Pour le DOE, le titulaire le produira en un exemplaire papier et un fichier informatique (PDF et plan au format DWG)

En cas de retard dans la production du DOE et après relance de la maîtrise d'œuvre, il sera appliqué, des pénalités définitives dont le montant par jour de retard est égal à 300,00€ HT. Chaque jour de retard constaté est considéré comme dû.

6.4 - Autres pénalités

Les pénalités mentionnées dans l'ensemble du présent C.C.A.P. ne sont pas soumises à T.V.A.

Les pénalités mentionnées dans l'ensemble du présent C.C.A.P. sont soumises aux variations de prix prévues au 5.2 du présent CCAP.

a) Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène mentionnée dans le registre journal et à l'environnement : 150 € H.T par jour calendaire de non-respect constaté

ou par évènement constaté.

b) Absence aux rendez-vous fixés soit par la Maîtrise d'œuvre, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de : 400 € H.T.

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par la maîtrise d'œuvre des infractions.

Elles seront déduites des situations mensuelles.

Chaque jour commencé sera considéré comme dû.

Dans le cas de mise en demeure notifiée par ordre de service et non suivie d'effet, le montant des pénalités sera doublé.

ARTICLE 7 : PÉRIODE DE PRÉPARATION – PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Le titulaire devra procéder au cours de cette période aux opérations ci-dessous :

- établissement et présentation au visa du Maître d'œuvre, avec copie au C.O., au bureau de contrôle et au coordonnateur S.P.S du programme d'exécution des travaux conformément à l'article 28-2 du CCAG travaux dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché.
- établissement et présentation de plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG travaux.
- établissement des P.P.S.P.S., relatif à la sécurité sur les chantiers.
- mise en place des installations de chantier.
- **Transmission des pièces nécessaires à l'instruction des autorisations d'accès à l'établissement :**
 - copies par scan couleur recto verso des pièces d'identités de tous les intervenants susceptibles d'avoir à pénétrer dans l'enceinte de l'établissement
 - copies par scan des cartes grises des véhicules susceptibles de devoir entrer dans l'enceinte de l'établissement.
- CES DOCUMENTS DEVRONT IMPÉRATIVEMENT ÊTRE COMMUNIQUÉS AU PLUS TARD DANS LES 15 JOURS QUI SUIVENT LA NOTIFICATION DU DÉMARRAGE DE LA PÉRIODE DE PRÉPARATION DE CHANTIER.
- **Tant que les formalités d'enquêtes préalables ne sont pas accomplies l'accès à la structure ne sera pas autorisé.**

7.1 - Plan d'exécution – notes de calcul – études de détail – synthèse

Les plans EXE, les notes de calcul et les études de détail sont à la charge de l'entreprise.

La synthèse des plans sera à la charge du lot 1 : **Gros Œuvre**.

ARTICLE 8 : CONTRÔLES ET RÉCEPTION

La qualité de l'ensemble des prestations devra répondre strictement aux exigences du marché.

Toutes les prestations proposées dans l'offre du titulaire jugées d'un niveau supérieur à celles du marché sont réputées acquises par le maître d'ouvrage.

Pour les prestations jugées d'un niveau inférieur, ce sont celles du marché qui devront être mises en œuvre.

8.1 - Essais et contrôles des ouvrages

Les essais et contrôles d'ouvrages seront assurés conformément aux dispositions des articles 24 et 25 du C.C.A.G. travaux.

8.2 - Réception

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG, la réception des travaux est unique et commune à tous les corps d'état. Son prononcé est sans incidence sur le calcul des pénalités éventuellement applicables à tel ou tel lot, lesquelles sont exclusivement décomptées à partir du calendrier d'exécution contractuel.

Les opérations préalables à la réception sont organisées par le maître d'oeuvre dès qu'il considère que l'ensemble des travaux est achevé ou susceptible de l'être

Lors des opérations préalables à la réception, aucune 'non façon' ne doit être constatée. Seules peuvent subsister des 'malfaçons' qui seront à reprendre par le titulaire, ou feront l'objet de réactions sur le prix en cas d'impossibilité de reprise et après accord du Maître d'Ouvrage.

Si à l'issue des opérations préalables à la réception, la réception ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, le titulaire restant responsable de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération. Il sera alors fait application des pénalités définitives de retard.

8.3 - Délais de garantie

Le délai de garantie est fixé à 1 an à compter de la date de réception.

Pendant cette période, une garantie et une maintenance totale et gratuite seront assurées par le titulaire pour toutes les prestations fournies au titre du marché.

8.4 - Assurances

Avant tout commencement d'exécution, tous les intervenants y compris les sous-traitants déclarés et agréés doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance de responsabilité civile garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations et des travaux,
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil (décennale).

ARTICLE 9 – JURIDICTION COMPÉTENTE

En cas de litige relatif à l'exécution du marché, le droit français est le seul applicable et la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Bordeaux.

ARTICLE 10 – Clauses de résiliation du marché

Il peut être mis fin à l'exécution du marché, avant son expiration, qu'il y ait faute ou non du titulaire, par une décision de résiliation qui en fixe la date d'effet.

10.1 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Le présent marché est conclu à titre non exclusif.

Le pouvoir adjudicateur peut faire exécuter aux frais et risques du titulaire, par un tiers les prestations, ou une partie, objet du présent marché :

- soit en cas d'inexécution, de défaillance, par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut ne souffrir d'aucun retard,
- soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Par dérogation à l'article 52 du CCAG, la notification d'une décision d'exécution aux frais et risques n'emporte pas automatiquement la résiliation du marché. Le pouvoir adjudicateur se réservant la possibilité de la prononcer ou pas.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix fixés dans le marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

10.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 50 du CCAG travaux et par dérogation à cet article, aucune indemnité de résiliation ne sera versée au titulaire.

10.3 Résiliation pour cas de force majeure

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mettre fin au marché, par anticipation, et sans indemnités en cas de force majeure, de cause extérieure aux partenaires du marché et portant atteinte au fonctionnement de celui-ci.

10.4 Résiliation pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 50.3 CCAG Travaux avec les précisions suivantes :

- a) Résiliation pour faute dans l'exercice de ses obligations contractuelles

La résiliation du marché pour faute sans indemnité pourra intervenir notamment dans l'hypothèse du non-respect des obligations contractuelles du présent marché.

La résiliation sera prononcée de façon expresse, précédée d'une mise en demeure, et pourra être prononcée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation et cela sans préjudicier des actions en dommages-intérêts pouvant être engagées le cas échéant contre lui.

Le non-respect par le titulaire, des délais contractuels est considéré par le pouvoir adjudicateur comme une faute pouvant entraîner la résiliation du présent marché aux torts exclusifs du titulaire conformément à l'article 50.3.1 c) du CCAG Travaux.

Dans ce cadre, en cas de retard (intermédiaire ou global) constaté, le pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire une mise en demeure dans les conditions développées ci-dessous le rappelant à ses obligations contractuelles. En cas de nouveau retard du titulaire dans l'exécution des missions suivantes, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier

pour faute le marché cette fois-ci sans mise en demeure.

b) Résiliation en cas de manquement à la réglementation du code du travail

→ Il est précisé que l'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 à R. 2143-16 du Code de la commande publique entraîne, par décision du pouvoir adjudicateur, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché conclus sans indemnité et aux frais et risques du titulaire, ce de manière expresse, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché public, après résiliation, seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

→ En cas de non-respect, par le titulaire, ou de l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, des obligations visées dans le présent marché relatif à la fourniture de pièces, et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire, ou cotraitant, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, le titulaire, ou le cotraitant, dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

→ En complément à l'article 50 du CCAG, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation de la caution personnelle et solidaire, d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire, restée sans effet dans un délai fixé à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

→ Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation dans ce cas.

ARTICLE 11 - DÉROGATIONS

- Modalités de remise des projets de décomptes mensuels prévues au 5.1 du présent CCAP qui déroge au 12.1.1 du CCAG travaux.
- Pénalités de retard prévues au 6.2 du présent CCAP qui dérogent au 19.2.1, 19.2.3 et 19.2.4 du CCAG travaux.
- Notification d'une décision d'exécution aux frais et risque prévue au 10.1 du présent CCAP qui déroge au 52.3 du CCAG travaux.
- La DPGF prévue dans l'article 2, déroge à l'art 4.1 du CCAG
- Indemnité de résiliation au 10.2 du présent CCAP qui déroge au 50.4 du CCAG Travaux.
- Modalités de réception prévues dans l'art 8.2 du présent CCAP dérogent à l'art 41,1 du CCAG